

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Les brutalités policières ne sont que l'autre face de la démocratie bourgeoise !

Le tabassage en règle le 21 novembre du producteur de musique Michel Zecler, coupable de ne pas porter de masque et d'être noir et les brutalités à l'égard des jeunes présents dans le studio, venant après les exactions policières deux jours plus tôt contre les demandeurs d'asile rassemblés Place de la République, a suscité une indignation légitime. Les policiers ayant accusé le producteur de s'être rebellé et d'avoir tenté de prendre une de leurs armes, il avait été placé en « garde à vue » par le parquet de Paris; sans la vidéo de surveillance qui établissait le mensonge des policiers, il aurait été lourdement condamné, comme cela arrive régulièrement en pareil cas : pour les juges la parole des policiers fait toujours foi. De même lors de la mort de Cédric Chouviat, ce livreur étranglé par des policiers lors d'une interpellation à Paris le 3 janvier, c'est une vidéo qui a permis de mettre à mal la version policière (1).

C'est précisément pour garantir au maximum l'impunité policière que le projet de loi dite « sécurité globale » veut, entre autres choses, interdire la diffusion d'images mettant en cause des policiers et contrôler le travail des journalistes qui couvrent des manifestations.

Les dernières violences policières s'inscrivent en effet dans une longue série qu'il serait fastidieux d'énumérer ; il suffit de rappeler l'affaire Adama Traoré, ce jeune de 24 ans tué par la police après une interpellation en juillet 2016, que la mobilisation continue de ses proches a obligé la justice à ne pas enterrer, en passant par la répression déchaînée contre les Gilets Jaunes (11 morts et des centaines de blessés), contre les manifestants divers, contre les jeunes des quartiers prolétariens, etc.

Les brutalités actuelles ne sont donc pas une exception, l'œuvre de « brebis galeuses » ou d'« éléments violents stupidement recrutés » (Mélenchon dixit) ; elles sont la conséquence inévitable de la défense du système capitaliste ; parce qu'il est basé sur l'exploitation du plus grand nombre, le maintien de l'ordre bourgeois exige une répression constante de tous ceux qui menacent ou contestent cette exploitation, de tous ceux qui représentent une menace au moins potentielle contre l'ordre établi et les institutions qui en assurent la continuité.

Dans les périodes de prospérité économique et de calme social, cette répression, bien que toujours présente et violente, n'apparaît que sporadiquement. La démocratie, qui est le système politique le plus adéquat à l'ordre bourgeois parce qu'elle fait obstacle à la lutte de classe en prétendant dépasser les antagonismes sociaux par les bulletins de vote, présente alors un visage pacifique et relativement « bienveillant ».

Mais dans les périodes de crise, la démocratie révèle son vrai visage au service exclusif de la domination capitaliste : la répression se manifeste ouvertement, revêtant un caractère systématique, toujours plus violent et « arbitraire ».

C'est la situation où nous nous trouvons ; le gouvernement a utilisé le prétexte de la crise sanitaire pour accroître l'extrême, avec l'accord implicite ou explicite de toutes les forces

politiques et syndicales, la domination **totalitaire** bourgeoise sur la société en général et sur les prolétaires en particulier. Les gouvernants savent que les ravages d'une crise économique sans précédent ne pourront pas ne pas susciter tôt ou tard la réaction des prolétaires qui en sont les premières victimes (selon l'hebdomadaire macronien *Challenges* du 25/11, « *L'exécutif est tétanisé par le risque d'explosion sociale* »).

C'est cela qui explique fondamentalement le dernier « tournant répressif » du gouvernement relevé par les médias, et non des menaces terroristes. Ce « tournant » se manifeste notamment tant par l'aggravation des mesures contre les immigrés et les demandeurs d'asile, désignés à la population comme des bouc-émissaires, que par la nouvelle loi sécuritaire, venant après tant d'autres : le pouvoir, qui en réalité n'a jamais hésité jusqu'ici à faire usage de la répression, se prépare ainsi à de futurs affrontements.

Mais il y a un autre volet de cette préparation anti-prolétarienne, et elle est l'œuvre des opposants déclarés, les syndicats et partis dits « de gauche ».

La colère des dizaines et dizaines de milliers de personnes (2) qui ont manifesté le 28 contre les violences policières a en effet été détournée par les organisateurs des « Marches des Libertés » (des syndicats CGT, FSU, SUD, aux partis de gauche, PS, PCF, Insoumis, Verts, NPA, etc.) vers une mobilisation contre une « atteinte à la démocratie » (« communiqué unitaire » NPA, France Insoumise, etc) et pour la défense de « l'Etat de droit ».

Tous ces gens se gardent bien de dire que l'Etat est le pilier de l'ordre bourgeois, chargé, à ce titre, de réprimer les luttes prolétariennes, et que la démocratie ne sert qu'à voiler la dictature de la bourgeoisie. Ils font tout leur possible pour consolider les illusions ébranlées envers l'Etat et la démocratie, fournissant ainsi une aide irremplaçable à la classe dominante. De plus lorsque certains d'entre eux étaient au gouvernement, ils ont non seulement servi du mieux qu'ils pouvaient le capitalisme, mais ils ont en outre conduit l'escalade répressive en acte depuis des années contre les militants ouvriers, les jeunes en lutte et les manifestants en général (3). Les prolétaires ont déjà pu constater à d'innombrables reprises qu'ils font partie de leurs adversaires.

La riposte aux agressions, brutalités et crimes policiers ne peut être efficace que si elle se mène de façon indépendante des orientations de ces partisans de la conciliation sociale et agents de la collaboration entre les classes. Seule une lutte conduite sur des orientations de classe, clairement anticapitalistes, pourrait faire reculer le gouvernement et les bourgeois en mobilisant les prolétaires. Ceci vaut pour la défense contre les violences policières comme pour la défense du salaire, la lutte contre les licenciements, contre la répression des demandeurs d'asile ou des travailleurs sans papiers.

A bas la démocratie bourgeoise, vive la lutte de classe unie des prolétaires contre le capitalisme et l'Etat bourgeois !

parti communiste international

(1) On y entend distinctement Cédric crier aux policiers qui lui appliquent une « clé d'étranglement » : « *j'étouffe !* ». Ce à qui fera dire plus tard au ministre de l'intérieur Darmanin : « *je m'étouffe quand j'entends parler de violence policière* »...

(2) 135 000 selon la police, 300 à 500 000 selon les organisateurs

(3) L'ancien président François Hollande a eu le culot de joindre sa voix aux critiques de la loi sécuritaire en discussion, lui qui a couvert toutes les exactions policières commises sous son mandat et dont le ministre « socialiste » de l'intérieur, Cazeneuve, disait en novembre 2016 à propos du meurtre d'Adama Traoré : « *Ce que je ne peux plus accepter, c'est la mise en cause permanente [...] du travail fait par les forces de l'ordre, la théorisation de la consubstantialité de la violence à la police* »...

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 29/11/2020 supplément au *Proletaire* n° 538

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian